

PR



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION  
GENERALE

Bureau de  
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL  
☎ 03.87.34.85.30

**ARRETE**

N° 2003-AG/2- 207

en date du

124 JUL. 2003

mettant en demeure la SARL BOYON Jean-Claude de  
respecter les dispositions des articles 1.1, 1.2 et 1.3 de  
l'arrêté préfectoral du 6 mai 2002.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour  
la protection de l'environnement et notamment son article L.514-1. ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application des  
dispositions susvisées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-129 du 6 mai 2002 prescrivant à la SARL  
BOYON Jean-Claude la réalisation de travaux au niveau de la décharge qu'elle a exploité au  
lieu-dit "La Crouyotte" à Marly ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 17 avril 2003 ;

Considérant que l'inspecteur des installations classées a constaté le 1<sup>er</sup> avril 2003 en  
présence de M. BOYON Jean-Claude que les travaux prescrits par l'arrêté préfectoral du  
6 mai 2002 susvisé n'ont pas été réalisés dans les délais fixés à l'article 1.4 de l'arrêté  
précité, à savoir :

- **article 1.1** : le site n'est pas entièrement clôturé par une clôture de deux mètres de haut ;  
absence de clôture côtés Ouest et Nord et sur une partie du côté Est ;

- **article 1.2.** : les travaux de remodelage et de couverture du site de la décharge par de la  
terre végétale d'une épaisseur minimale de 30 centimètres ne sont pas réalisés ;

- **article 1.3** : les deux piézomètres ne sont pas installés et les analyses des eaux  
souterraines n'ont pas été réalisées ;

Considérant dès lors que la SARL BOYON ne respecte pas les prescriptions des articles 1.1, 1.2 et 1.3 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2002 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

### **ARRETE :**

#### **Article 1er :**

La SARL BOYON Jean-Claude est mise en demeure, en application de l'article L.514-1 du code de l'environnement de respecter dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.1, 1.2 et 1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-129 du 6 mai 2002.

#### **Article 2 :**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

#### **Article 3 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
La Sous-Préfète de Metz-Campagne ;  
le Maire de Marly ,  
les Inspecteurs des Installations Classées,  
et tous agents de la force publique,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 24 JUL. 2003

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Marc-André GARDENO

POUR AMPLIATION  
Le Chef de Bureau  
Laurent VAGNER  
PREFECTURE DE LA MOSELLE